

# **L'aggravation du dilemme défense-croissance en URSS**

**Par Georges Sokoloff**

<b>Introduction</b> .....	5
<b>I - Les dépenses d'armement, priorité du XI<sup>e</sup> quinquennat</b> .....	6
1 - La place réduite de l'investissement dans la dépense nationale .....	6
2 - Les bénéficiaires possibles du sacrifice de l'investissement .....	6
3 - La vraisemblance d'une accentuation de l'effort d'armement .....	8
<b>II - Les implications du sacrifice de l'investissement</b> .....	10
1 - Les avantages relatifs d'une mise au pas de l'investissement .....	10
2 - Les conséquences d'un défaut absolu d'investissement .....	11
3 - Gains en armement et pertes économiques générales .....	12
4 - L'accumulation des dangers à long terme .....	13
<b>Annexe 1 - Indicateurs choisis du développement économique de l'URSS pour 1981-1985</b> .....	16
<b>Annexe 2 - Le groupe des industries d'armement soviétique</b> .....	19

Divers experts occidentaux ont déjà tenté d'explorer l'avenir économique de l'URSS et ont réussi à mettre en évidence les contraintes réelles qui entraveront son développement dans les années 80. Mais jusqu'à une date très récente, on ne disposait pas des documents élaborés par les responsables soviétiques eux-mêmes pour guider l'économie de leur pays. Or ces documents sont d'une très grande importance. En effet, ils intègrent également ce que les dirigeants considèrent comme des contraintes politiques du développement et expriment les stratégies qu'ils ont adoptées. Il a donc paru nécessaire d'analyser rapidement ces textes, et notamment :

— la version initiale des « orientations principales » pour le XI<sup>e</sup> plan 1981-1985 [1] ;

— les prolégomènes que L.I. Brejnev leur a consacrés au *plénum* d'octobre 1980 du Comité central [2] ;

— les travaux du XXVI<sup>e</sup> congrès du Parti avec, en particulier, le rapport du secrétaire général au Congrès du 23 février 1981 [3].

Sans doute, la lecture de ces interminables pages de la *Pravda* peut-elle sembler décevante. Le discours qu'elles restituent est souvent diffus, trompeur et visiblement expurgé sitôt qu'il aborde des sujets « sensibles ». Et pourtant, il reste vrai que les plans soviétiques sont un outil irremplaçable pour l'analyse prospective de l'économie soviétique [4]. Comme eût dit Staline, derrière l'« algèbre » du discours, il y a l'« arithmétique » des nombres. Or ceux-ci montrent que des choix précis ont bien été opérés, et ceci justement au profit du secteur dont on parle le moins — les industries d'armement.

Ces choix, les sacrifices immédiatement correspondants et leurs implications à plus long terme pourront paraître avoir été interprétés de façon très mécaniste dans le commentaire qui suit. On gardera cependant à l'esprit que l'état économique de l'URSS ne laisse aux dirigeants que des marges de manœuvres fort étroites, surtout en raison de la pénurie des ressources disponibles. Ainsi le rationnement généralisé accentue la brutalité des options jugées nécessaires par les dirigeants.

## **I - Les dépenses d'armement, priorité du XI<sup>e</sup> quinquennat**

### **1 - La place réduite de l'investissement dans la dépense nationale**

Ce qui frappe immédiatement à l'examen des indicateurs généraux du XI<sup>e</sup> plan, c'est le ralentissement considérable que doivent subir les dépenses brutes d'investissement : leur taux de croissance annuel moyen sera de l'ordre de 2,5 % (1). Compte tenu de la nécessité où se trouve l'URSS d'accélérer l'amortissement de son stock de capital, notamment en dépenses de renouvellement [5], il est certain que l'investissement net croîtra plus lentement encore que l'investissement brut. Par ailleurs, la progression prévue pour la dépense nationale nette — l'agrégat décrivant la production finale en URSS —, est établie à un niveau relatif plus honorable : entre 3,4 et 3,7 % par an. En juxtaposant les deux indicateurs, on constate immédiatement que *la place de l'investissement net dans la dépense nationale est condamnée à se rétrécir très sensiblement.*

### **2 - Les bénéficiaires possibles du sacrifice de l'investissement**

S'il est assez facile de désigner le grand perdant du quinquennat, il est déjà plus malaisé de montrer où iront les ressources ainsi dégagées. Depuis le milieu des années 70 en effet, les statisticiens soviétiques ont pris le fâcheux parti d'en dire le moins possible sur la structure de la dépense nationale.

Pour amorcer un raisonnement, on peut néanmoins se servir du système comptable qu'ils utilisent traditionnellement, et où la dépense nationale nette comprend :

- a) la consommation des ménages et des administrations ;
- b) l'investissement productif et non-productif net (2) ;
- c) la variation des stocks dans les entreprises ;

---

(1) Un choix des indicateurs de croissance du XI<sup>e</sup> quinquennat figure en annexe 1. On y a tenu compte des modifications apparues entre les objectifs initialement retenus dans la première version des « orientations principales » et ceux qui ont été finalement proposés au Congrès.

(2) Depuis quelque temps, les statisticiens soviétiques regroupent en une rubrique composite la consommation et l'investissement non-productif net (équipements collectifs et logement) pour apprécier l'élévation du bien-être populaire : cette rubrique aurait représenté les 4/5 de la dépense nationale nette au cours des années 1976-1980, ce qui laisse 20 % pour l'investissement productif net, la variation des stocks et la formation de « réserves d'Etat ».

d) la formation de « réserves d'Etat », incluant notamment les acquisitions de matériels militaires [6].

Passant alors en revue les postes susceptibles de devenir les allocataires des ressources ôtées à l'investissement, on doit tout d'abord s'arrêter à la consommation. Elle n'est certes pas sacrifiée dans le XI<sup>e</sup> plan. Le Parti continue d'affirmer que sa progression — incluant la solution du « problème alimentaire » — est un impératif politique autant qu'économique. Il se préoccupe visiblement de sauvegarder par ce biais un certain niveau d'intégration sociale. En somme, sa sollicitude pour le consommateur est d'autant plus crédible qu'elle équivaut pour lui à un souci de sécurité intérieure, car la vie quotidienne est un domaine où les Soviétiques jugent le Parti « avec sévérité et exigence ». Ce jugement de L.I. Brejnev l'amène à proposer un relèvement très ambitieux de la place de la consommation dans la dépense nationale nette : de 75,3 % en 1980 à 77,3 % en 1985.

Un tel accroissement offre de la chute du taux d'investissement un explication à première vue acceptable, mais en fait partielle et plus comptable que réelle. En effet, on a également appris des commentateurs officiels du XI<sup>e</sup> plan que la part cumulée de la consommation et de l'investissement non productif restera analogue en 1985 à ce qu'elle est maintenant (80-81 %). Bien que très brutal, ce freinage de l'investissement non productif est pourtant loin de pouvoir rendre compte de la décélération de l'investissement global, très largement dominé par les programmes de caractère productif. En outre, du point de vue des capacités techniquement requises, on ne convertit pas aisément logements et équipements collectifs en richesses agricoles et en produits de consommation. Ainsi, il faut continuer de se demander au profit de quoi recule l'investissement *productif* et où se trouve la source possible de l'accroissement prévu de la consommation.

Cette double question reçoit sa réponse la plus plausible si on avance l'hypothèse d'un développement prioritaire des industries d'armement (3). Au sein du bloc, stable en proportion, formée par l'investissement productif, la variation des stocks des entreprises et l'accroissement des « réserves d'Etat » le recul de la première composante ne peut s'expliquer par une avance de la seconde : au contraire, le souci d'économie qui domine le XI<sup>e</sup> plan devrait plutôt s'accompagner d'un tassement relatif des stocks des entreprises. Il apparaît dès lors bien que ce sont les « réserves d'Etat », largement représentées par l'acquisition de matériels militaires, qui sont les vraies gagnantes du nouveau plan. Et c'est d'ailleurs

---

(3) Sur ces industries, voir l'annexe 2.

le développement des industries alimentant ces réserves qui permettrait de s'expliquer aussi les ambitions consuméristes des dirigeants. On s'en rend bien compte à l'examen des indicateurs du plan par secteurs et produits industriels : les taux de croissance les plus forts de l'offre de biens de consommation sont fixés à des industries dont le profil est manifestement militaire (4). D'ailleurs, dès le *plenum* d'octobre 1980, L.I. Brejnev avait explicitement encouragé les responsables des industries de la défense à offrir toujours plus de biens de consommation durables à la population.

Pour se résumer, la « stratégie » véritable du XI<sup>e</sup> plan consisterait à pousser le développement des industries d'armement au détriment des industries d'équipement et à tirer parti de cette conversion pour offrir au consommateur davantage de produits secondaires des arsenaux soviétiques.

### 3 - La vraisemblance d'une accentuation de l'effort d'armement

Cette hypothèse se trouve confortée par quatre remarques sur les mécanismes de l'économie soviétique en général et les équilibres du XI<sup>e</sup> plan en particulier.

a) Compte tenu des caractéristiques structurelles de l'appareil productif, c'est effectivement entre les dépenses d'investissement et d'armement qu'existe techniquement la commutativité la meilleure. Cette relation a été largement évoquée dans une étude précédente [7] ; par ailleurs, elle a été formalisée par Haruki Niwa, dans le cadre d'un modèle économétrique montrant comment l'accroissement des dépenses militaires de l'URSS répond à la décélération de l'investissement [8] (5).

b) L'analyse systématique, par la CIA, des dépenses militaires de l'URSS attire quant à elle l'attention sur la rigidité de leur croissance. Par ce biais, elle entend montrer que les difficultés de la croissance économique ne peuvent affecter que de façon marginale le déroulement des programmes militaires [9]. En l'occurrence, une telle observation est très utile. En fait, il n'est pas besoin d'invoquer une accélération dramatique des dépenses militaires de l'URSS pour comprendre les options du XI<sup>e</sup> plan. Simplement, il est nécessaire et suffisant de noter qu'elles ré-

---

(4) On trouvera, dans la deuxième partie de l'annexe I, les objectifs de production de ces branches industrielles.

(5) Cet auteur suggère également l'existence d'une relation inverse entre dépenses militaires et emploi agricole, un élément qui doit être retenu eu égard à la baisse de l'emploi agricole prévue dans le XI<sup>e</sup> plan.

sultent de la volonté de conserver une progression stable de l'effort militaire contre une croissance économique générale désormais trop faible pour suivre le même rythme.

c) L'augmentation des dépenses d'armement et la diminution de l'effort d'investissement vont dans le sens de l'évaluation que le Parti paraît avoir porté sur la situation internationale, et qu'il affirme avoir retenue comme un des fondements de sa stratégie économique. En très gros, cette évaluation implique une stabilisation des relations économiques (6) et un refroidissement des rapports politiques avec l'Occident. Signifiant en fait moins d'achats d'équipements, le volet économique de ce désengagement à l'égard de l'Ouest explique la décélération de l'investissement net, car celui-ci est devenu très tributaire, au cours des vingt dernières années, de l'importation de matériels occidentaux. Quant au volet politique, il commanderait le nouvel effort d'armement auquel, précisément, un taux d'investissement réduit laisse du champ.

d) L'examen de certains ajustements internes du projet de plan révèle clairement le rôle moteur accordé aux industries d'armement.

Au même *plenum* d'octobre 1980 où il évoquait la participation des industries d'armement à la consommation, L.I. Brejnev a explicitement demandé aux services de recherche-développement des industries de l'armement — « nos collectifs scientifiques les plus forts » — d'apporter leur concours à la production d'équipements civils, pour améliorer leur niveau technologique.

De plus, les objectifs d'industrialisation fixés aux diverses républiques de l'URSS appellent une observation du même ordre. Celles qui progresseront le plus vite — notamment la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Moldavie, l'Arménie — le devront surtout au développement d'activités (électronique, radio, appareillage de précision, constructions mécaniques et électriques) liées plus ou moins étroitement à la demande du secteur militaire.

Les fréquentes allusions des dirigeants aux « retombées » positives, sur la société civile soviétique, de la priorité accordée à l'armement est peut-être aussi une façon de se rassurer face à ce qu'ils devraient redouter le plus : le handicap supplémentaire que cette priorité fait peser sur un potentiel de croissance déjà très rétréci par une situation démographique défavorable, un coût d'obtention fortement accru des matières premières et des productivités languissantes.

---

(6) L'indication la plus précise dont on dispose actuellement sur ce point est fournie par le taux de croissance, très faible, fixé pour le fret maritime.

## **II - Les implications du sacrifice de l'investissement**

Il est à peine besoin de rappeler que l'investissement n'est pas seulement un « emploi » de la production nationale ; il est surtout, une des ressources déterminantes de son accroissement futur.

Considéré dans cette optique dynamique, le décalage entre les taux d'accroissement planifiés pour l'investissement et la production finale est véritablement saisissant.

L'adoption de cette optique autorise une réappréciation critique des objectifs au XI<sup>e</sup> plan, notamment lorsqu'ils peuvent laisser penser que le gonflement des dépenses d'armement se fera sans contraintes apparentes. De par son impact négatif sur la capacité d'investissement, ce gonflement risque au contraire d'aggraver les conditions de la croissance économique de l'URSS. Et par là, il pourrait même se retourner, à terme, contre le secteur militaire lui-même.

### **1 - Les avantages relatifs d'une mise au pas de l'investissement**

Avant d'être développé, cet argument mérite d'être assorti de trois réserves.

a) Il est bien connu que l'efficacité marginale de l'investissement est, en URSS, très faible. Plus on entreprend de nouveaux programmes, et moindres sont les chances de les exécuter suivant les quantités, les qualités et les délais souhaités. Aussi un moindre éparpillement des programmes peut-il avoir un effet bénéfique sur le rapport Production/Investissement.

b) La concentration de l'investissement sur des tâches de modernisation des entreprises existantes devrait s'accompagner d'un enrichissement de la composition de cet investissement au profit des machines ; et ceci peut constituer une autre source possible d'efficacité accrue (7).

c) Les producteurs d'équipements civils pourraient effectivement profiter du concours des bureaux d'études de l'armement : il est en effet connu que dans l'ensemble, ce sont les secteurs de l'économie soviétique

---

(7) Le taux de croissance élevé fixé au secteur des constructions mécaniques plaide en faveur de cette interprétation ; mais comme ce secteur inclut aussi la production des industries d'armement, l'argument est en fait à double tranchant.



les plus proches des industries d'armement qui sont comparativement les moins attardés.

Ainsi, l'URSS pourrait effectivement investir moins avec un rendement relativement meilleur, mais pas de beaucoup : car la participation plus faible des fournisseurs occidentaux d'équipements aux programmes d'investissement jouera, elle, dans le sens d'une efficacité moindre.

## 2 - Les conséquences d'un défaut absolu d'investissement

En tout état de cause les considérations qu'on vient d'évoquer seraient sans doute utiles pour affiner les résultats d'un calcul économique détaillé. En revanche, elles ne sauraient remettre en cause la signification même de ces résultats : avec le rythme d'investissement projeté, *les entreprises soviétiques ne pourront pas obtenir l'accroissement désiré de la Production Nationale.*

Pour apprécier ce jugement, il convient d'avoir notamment en mémoire les deux éléments suivants :

a) Comme les études, largement diffusées, de Murray Feshbach l'avaient laissé prévoir, et comme le confirme le XI<sup>e</sup> plan, le rythme de progression de l'emploi devient très faible en URSS ; apparaissant comme source quasi-exclusive de la croissance, la formation de capital aurait dû non seulement faire l'objet des réaménagements structurels effectivement prévus par le plan, mais aussi améliorer sensiblement sa progression en volume.

b) Certes, les variations de l'investissement ne se répercutent sur la croissance qu'avec un certain retard. Mais il faut remarquer ici que le ralentissement de la formation du capital ne constitue pas en URSS une tendance nouvelle : il a déjà été très net pendant la durée du X<sup>e</sup> plan (8). Donc, si une situation *particulièrement* difficile attend l'économie soviétique dans la seconde moitié des années 80, après une décennie d'investissements réduits, elle ne sera pas pour autant épargnée dès les prochaines années.

Au terme de calculs préliminaires, utilisant les relations unissant les mouvements de l'investissement, du stock de capital et de la Dépense Nationale, on peut estimer que :

---

(8) Après une croissance annuelle moyenne de 7,2 % en 1971-1975, l'investissement a augmenté de la façon suivante (en %) :

1976 : 4,5 ; 1977 : 3,6 ; 1978 : 6,0 ; 1979 : 0,7 ; 1980 : 2,0.

— l'accroissement d'investissements effectivement requis par la progression planifiée de la production nationale aurait dû se situer autour de 4,5 % par an (au lieu du taux prévu de 2,5 % environ) ;

— le rythme d'investissement effectivement prévu risque de ne pas permettre qu'une croissance économique à peine supérieure à 2 % par an, au lieu des 3,4-3,7 prévus.

### 3 - Gains en armement et pertes économiques générales

En appliquant ces écarts de taux aux volumes estimés, pour 1980, de l'investissement (133,5 milliards de roubles) et de la dépense nationale (437 milliards de roubles) on peut grossièrement chiffrer le surcroît de dépenses d'armement et le manque à gagner économique général liés au défaut d'investissement.

Le premier représente un gain cumulé sur 5 ans de quelque 15 milliards de roubles ; le second se monte à 38 milliards. De l'un, on peut dire qu'il est effectivement escompté par les autorités soviétiques ; quant à l'autre, elles espèrent qu'il ne se produira pas.

Si cependant elles ont tort, il leur faudra répartir la trentaine de milliards manquants entre les différents postes de la dépense nationale. Lequel sera sacrifié ? Cela dépendra en partie de la manière dont les ordonnateurs de ressources rationneront l'investissement entre les secteurs allocataires. On peut douter qu'elles sacrifient les industries d'armement — précisément prioritaires —, les industries d'équipement civiles — puisque cela rétrécirait davantage encore la capacité d'investir et plus généralement le « groupe A » de l'industrie, qui assure les bases de l'appareil de production. Ainsi, ce sont les activités directement tournées vers la consommation qui risquent de devoir à nouveau supporter le défaut d'investissement général.

L'impact quantitatif de ce manque à gagner serait loin d'être négligeable : si la consommation devait le supporter en totalité, sa place au sein de la dépense nationale ne s'élèverait pas et son rythme de progression resterait donc particulièrement décevant (9).

(9) Ces jugements sont basés sur les estimations suivantes des volumes de la dépense nationale nette (DNN) et de la consommation (C) en milliards de rouble constants.

	DNN 80	C 80	DNN 85	C 85
Hypothèses de plan .....	437	329	519	401
Contre-hypothèses .....			489	371

Les planificateurs soviétiques n'ont-ils d'ailleurs pas envisagé cette éventualité ? Pour équilibrer leurs calculs de croissance, ils y ont introduit une hypothèse de progression de la productivité du travail bien invraisemblable car peu conforme également aux perspectives d'automatisation du travail ouvertes par l'augmentation prévue de l'investissement (10). Pour justifier ce surprenant optimisme, ils demandent aux Soviétiques un regain « d'efficacité, de rendement et d'activité ». En somme, tout se passe comme si la population devait compenser par son acharnement au travail le manque à investir de l'économie et « gagner » ainsi l'élévation de son niveau de vie. Car, dit le projet de plan « la société ne peut répartir que ce qui a été produit ». Soit. Mais le type de consommation imposé à la société est précisément celui qui l'incite le moins à produire. Surtout si l'offre des produits les plus simples et les plus nécessaires se bloque, alors qu'augmente encore celle des articles dits « modernes », on verra s'accroître jusqu'à la caricature le dualisme de la consommation en URSS. En clair, une situation où l'on vous propose de gros réfrigérateurs mais sans cuisine pour les installer et sans grand chose pour les garnir.

#### 4 - L'accumulation des dangers à long terme

Il est au demeurant vraisemblable que le consommateur soviétique, conditionné aux privations patriotiques, puisse supporter encore le fardeau des impasses du XI<sup>e</sup> plan. Mais il est également vraisemblable que sans changement de politique pour le quinquennat suivant, le rationnement doive se généraliser à l'ensemble de l'économie et compromettre très sérieusement toute la « base matérielle » de la puissance soviétique.

Ce danger ne paraît pas avoir échappé aux auteurs du XI<sup>e</sup> plan et c'est sans doute la raison principale pour laquelle ils ont tenté de repousser l'horizon de leurs réflexions jusqu'en 1990. A cet égard, il faut tout particulièrement remarquer l'indication, donnée dans le rapport de L.I. Brejnev au Congrès, sur les pronostics de croissance pour l'ensemble des années 80 : 40 % d'augmentation de la production nationale et à « peu près autant » de l'investissement. Il en ressort que si la première évoluera au même rythme annuel tout au long de la décennie, l'investissement lui, connaîtra une reprise sensible après 1985. En augmentant de 4,5 % l'an environ, il redeviendra sinon suffisant pour rattrapper le temps

---

(10) De même l'investissement paraît insuffisant pour alimenter une autre source d'augmentation relative de la production nationale nette sur laquelle les autorités semblent compter : la réduction des consommations intermédiaires par le progrès technique.

perdu, du moins plus conforme à ce qu'il aurait dû être tout au long de la décennie.

Encore faudra-t-il qu'il paraisse alors possible de faire machine arrière pour inverser au profit des équipements civils les priorités actuelles. Or le pronostic est à cet égard fort incertain. Ce qu'on entrevoit assez bien dès à présent, c'est que l'URSS pourrait traverser une période critique à l'aube du XII<sup>e</sup> plan 1986-1990. D'un côté — une économie à bout de souffle, une société gagnée par le mécontentement et un environnement international dont rien ne permet de dire qu'il semblera plus apaisant qu'aujourd'hui ; de l'autre — un pouvoir décimé par l'âge, des bureaucraties se disputant les maigres surplus de ressources collectives et un appareil militaire hypertrophié. En revanche, on ne saurait prédire ni l'acuité réelle de ces menaces, ni le sens dans lequel elles pèseront sur les options des responsables.



Une telle prédiction n'entre d'ailleurs pas dans le propos de notre commentaire, encore très partiel, du XI<sup>e</sup> plan. Malgré ses lacunes, cette évaluation « à chaud » paraît néanmoins offrir des résultats directement exploitables sur un aspect essentiel de la politique soviétique. Rétrospectivement, elle éclaire nombre de décisions adoptées en URSS à partir du milieu de la dernière décennie : repli de la politique d'ouverture économique vers l'Ouest, relance de la compétition entre le parti et l'armée pour le contrôle des industries d'armement, retour au secret statistique, freinage de l'investissement au cours du X<sup>e</sup> plan déjà. Prospectivement, elle suggère qu'après avoir atteint sa pente ascendante la plus forte au cours des cinq prochaines années, l'effort d'armement de l'URSS se heurtera à des conditions économiques très sérieuses par la suite.

Le problème du « fardeau militaire » pesant sur l'économie soviétique est certes loin d'être nouveau. Et d'un certain point de vue, ce qui attend l'URSS au cours des prochaines années peut n'apparaître que comme un saisissant raccourci de ce qu'elle a connu durant de longues périodes de son histoire. Il est vrai que jusqu'à présent, les autorités soviétiques ont considéré comme une priorité totale la poursuite d'un effort d'armement continu, général et massif. L'économie conçue comme intendance a tant bien que mal fourni la « base matérielle et technique » nécessaire ; le consensus bureaucratique entre les différents corps, civils

et militaires, allocataires des ressources nationales a pu être sauvegardé ; les consommateurs-travailleurs sont certes demeurés insatisfaits, mais sans que leur mécontentement tourne à l'explosion sociale.

Mais quelle que soit son endurance, le système soviétique a ses seuils de tolérance. Avant qu'ils soient atteints, il faudrait que le secteur de l'armement se plie lui-même au régime général de la pénurie des ressources. Ce jugement n'est d'ailleurs qu'à demi rassurant pour l'Occident. Plutôt que de s'avouer vaincue dans la course aux armements, l'URSS pourrait préférer le risque d'un conflit armé avant que son économie soit asphyxiée.

# ANNEXE 1

## Indicateurs choisis du développement économique de l'URSS pour 1981-1985 (\*)

	Accroissement pour la période (en %)	Taux de croissance annuel moyen (en %)	Objectifs 1985 en unités physiques ou monétaires
<b>(1) Indicateurs généraux</b>			
<b>Production nationale nette</b>			
— dans l'optique du produit .....	20-23	3,7-4,2 (*)	
— dans l'optique de la dépense .....	18-20	3,4-3,7	
<b>Investissements bruts totaux .....</b>	12-15	2,3-2,8 (1)	
<b>Production industrielle offerte</b>			
— totale .....	26-28	4,7-5,1	
— biens de production .....	26-28	4,7-5,1	
— biens de consommation .....	27-29	4,9-5,2	
<b>Production agricole offerte .....</b>	env. 12,4 (*)	env. 2,4 (*)	
<b>Productivité du travail</b>			
— dans l'économie .....	17-20	3,2-3,7	
— dans l'industrie .....	23-25	4,2-4,6	
— dans l'agriculture (1) .....	22-24	4,1-4,4	
<b>Emploi</b>			
— dans l'économie .....		env. 0,5 (*)	
— dans l'industrie .....		env. 0,5 (*)	
— dans l'agriculture .....		env. — 1,8 (*)	
<b>Niveau de vie</b>			
— revenus réels/habitant .....	16-18	3,0-3,4	
— ventes au détail .....	22-25	4,1-4,6	
— salaire mensuel moyen .....	13-16	2,5-3,0	190-195 Rbl
— transferts sociaux (en argent et en nature) .....	20	3,7	
— rémunération des kolkhoziens versée par les kolkhoz .....	20-22	3,7-4,1	
— lits d'hôpitaux .....	8-10	1,6-1,9	
— logements construits en 5 ans .....			530-560 10 <sup>6</sup> m <sup>2</sup>
<b>(2) Productions industrielles offertes par secteurs et produits</b>			
<b>Secteur énergétique</b>			
— énergie électrique .....			1 550 - 1 600 10 <sup>9</sup> kWh
— totale .....			220 - 225 10 <sup>9</sup> kWh
— d'origine nucléaire .....			

(\*) Les indicateurs marqués d'un astérisque ne sont pas directement fournis par le texte des directives et résultent d'un calcul de l'auteur.

(1) Progression en moyenne quinquennale.

(2) Compte non-tenu des lopins individuels.

	Accroissement pour la période (en %)	Taux de croissance annuel moyen (en %)	Objectifs 1985 en unités physiques ou monétaires
— pétrole et gaz de sonde .....			620 - 645 10 <sup>6</sup> t
— gaz naturel .....			600 - 640 10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>
— charbon .....			700 - 800 10 <sup>6</sup> t
<b>Métallurgie</b>			
— laminés ferreux .....			117 - 120 10 <sup>6</sup> t
— aluminium .....	15-20	2,8-3,7	
— cuivre .....	20-25	3,7-4,6	
— nickel et cobalt .....	min. 30	min. 5,4	
<b>Chimie et pétrochimie .....</b>	30-33	5,4-5,9	
<b>Constructions mécaniques, électriques et travail des métaux .....</b>	min. 40	min. 7	
<b>Matériaux de construction .....</b>	17-19	3,2-3,5	
<b>Bois - cellulose - papiers .....</b>	17-19	3,2-3,5	
<b>Industries textiles et autres industries légères .....</b>	18-20	3,4-3,7	
<b>Industries alimentaires .....</b>	23-26	4,2-4,7	
<b>Biens de consommation dérivés des productions suivantes</b>			
— matériels radio .....	70-90	11,2-13,5	
— matériels de télécommunication .....	50-80	8,4-12,5	
— électronique .....	80-90	12,5-13,5	
— industries chimiques .....	40-60	7,0- 9,9	
— industrie aéronautique, automobile, si- dérurgie, constructions électriques, ma- chines textiles et alimentaires .....	40-50	7,0- 8,4	
— micro-mécanique, matériaux de construc- tion, industrie du bois .....	30-40	5,4- 7,0	
<b>Industries locales .....</b>	40	7,0	
<b>(3) Productions Industrielles offertes par république (tous secteurs confondus)</b>			
— URSS (rappel) .....	26-28	4,7-5,1	
— RSFSR .....	24-27	4,4-4,9	
— Ukraine .....	20-23	3,7-4,2	
— Biélorussie .....	26-29	4,7-5,2	
— Ouzbékiste .....	28-31	5,1-5,5	
— Kazakhstan .....	22-25	4,1-4,6	
— Géorgie .....	30-33	5,4-5,9	
— Azerbaïdjan .....	29-32	5,2-5,7	
— Lituanie .....	21-24	3,9-4,4	

	Accroissement pour la période (en %)	Taux de croissance annuel moyen (en %)	Objectifs 1985 en unités physiques ou monétaires
— Moldavie .....	30-33	5,4-5,9	
— Lettonie .....	15-18	2,8-3,4	
— Kirghizie .....	21-24	3,9-4,4	
— Tadjikie .....	24-27	4,4-4,9	
— Arménie .....	29-32	5,2-5,7	
— Turkménie .....	21-24	3,9-4,4	
— Estonie .....	14-17	2,7-3,2	
<b>(4) Consommations et productions agricoles</b>			
<b>Livraisons au secteur agricole</b>			
— engrais à 100 % (10 <sup>6</sup> t) .....			26,7
— aliments pour bétail (10 <sup>6</sup> t) .....			5
— moyens de protection des cultures (10 <sup>3</sup> t) .....			650-680
— tracteurs (milliers) .....			1 870
— camions (milliers) .....			1 450
— moissonneuses - lieuses - batteuses (mil- liers) .....			600
<b>Productions agricoles</b>			
— céréales (10 <sup>6</sup> t) .....			238 - 243
— coton brut (10 <sup>6</sup> t) .....			9,2 - 9,3
— betterave à sucre (10 <sup>6</sup> t) .....			100 - 103
— viande, poids brut (10 <sup>6</sup> t) .....			17 - 17,5
— lait (10 <sup>6</sup> t) .....			97 - 99
— œufs (10 <sup>9</sup> u) .....			min. 72
— laine (10 <sup>3</sup> t) .....			470 - 480
<b>(5) Transports</b>			
<b>Augmentation du trafic marchandises</b>			
— ferroviaire .....	14-15	2,7-2,8	
— maritime .....	8- 9	1,6-1,8	
— fluvial .....	19-20	3,5-3,7	
— automobile .....	40	7,0	
<b>Augmentation du trafic passagers</b>			
— ferroviaire .....	9	1,8	
— aérien .....	30	5,4	
— par autobus .....	16-18	3,0-3,4	

(1) Total cumulé sur 5 ans.

(2) Production annuelle moyenne du quinquennat.



## ANNEXE 2

### Le groupe des industries d'armement soviétique

1) Ce groupe a fait l'objet d'analyses approfondies aux Etats-Unis, et l'excellente étude de Karl F. Spielman [10] permet de faire le point sur le résultat de ces analyses. Elles sont d'ailleurs aisément accessibles au lecteur français. En effet, outre la synthèse qui a été proposée par Hélène Carrère d'Encausse [11, pp. 166-167], on dispose d'une traduction et d'une mise à jour par la Documentation Française [12] de l'étude de Spielman, dont on retiendra l'extrait suivant :

« Les industriels de la défense les plus importants sont les chefs des divers ministères chargés des industries de défense. On en compte actuellement huit, plus au moins quatre « quasi »-ministères (contribuant à la production de la défense).

Les huit premiers ministères, leurs titulaires actuels (1) (entre parenthèses) et leurs principales responsabilités de production sont les suivants :

— ministère de l'Industrie de la Défense (P.V. Finoguenov) : artillerie, chars, véhicules blindés, armes légères, fusées d'obus, détonateurs, éléments propulseurs, explosifs, et peut-être missiles tactiques téléguidés ;

— ministère de l'Industrie aéronautique (V.A. Kazakov) : avions, pièces détachées et, probablement, missiles aérodynamiques ;

— ministère des Constructions navales (M.V. Egorov) : bâtiments navals de toutes sortes ;

— ministère de l'Industrie électronique (A.I. Chokine) : composants électroniques et pièces détachées (assemblages plutôt que matériel électronique fini) ;

— ministère de l'Industrie de la radio (P.S. Plechakov) : systèmes électroniques, y compris le matériel de radio et télécommunications, les aides à la navigation, les radars et les ordinateurs ;

— ministère des Constructions mécaniques générales (S.A. Afanasiev) : missiles balistiques stratégiques et engins spatiaux ;

— ministère des Constructions mécaniques moyennes (E.P. Slavskii) : équipements nucléaires et ogives ;

---

(1) La liste des titulaires des ministères a été mise à jour par la Documentation Française.

— ministère des Constructions mécaniques (V.V. Bakhirev) : probablement une partie des missiles balistiques et des engins spatiaux, ou bien une partie des tâches du ministère de l'Industrie de la Défense.

Parmi les « quasi »-ministères, on trouve ceux de la Construction de tracteurs et machines agricoles, de l'Industrie chimique, de l'Industrie automobile, et celui des Appareils, Systèmes d'automatisme et de gestion ».

2) Ces informations méritent d'être confrontées à celles fournies par des sources soviétiques. Parmi celles-ci, il faut particulièrement retenir les deux éditions des « indications méthodologiques pour la confection du plan d'Etat de développement de l'économie nationale de l'URSS » [13]. Cette publication du Gosplan de l'URSS présente, dans son chapitre final, une classification détaillée des secteurs de l'économie soviétique, ainsi que des notes relatives à cette classification (donnant de précieux renseignements sur les règles d'allocation des investissements par secteur notamment lorsque ces règles ne suivent pas la classification).

3) De la première édition (1969), il convient de retenir particulièrement les points suivants :

a) Le groupe des industries d'armement (*oboronnye otrasli promyshlennosti*) s'intègre dans le vaste secteur industriel des constructions mécaniques.

b) Ces industries sont identifiables par la mention indiquant que les entreprises et organismes qui en relèvent sont inscrits sur une « liste spéciale » (*po osobomu spisku*) ; aucune précision n'est de ce fait révélée sur le détail des fabrications de ces entreprises et organismes.

c) En revanche, on voit que ces industries correspondent aux sous-secteurs suivants de la classification :

1) aéronautique (*aviacionnaja promyshlennost'*),

2) constructions navales (*sudostroitel'naja promyshlennost'*),

3) équipements radio (*radio-promyshlennost'*),

4) électronique (*elektronnaja promyshlennost'*),

5) armements (*oboronnaja promyshlennost'*),

6) constructions mécaniques générales (*obshchee mashinostroenie*) ; (bien que ne figurant pas directement dans la classification, ce sous-secteur est identifiable d'après la liste des sous-secteurs possédant des entreprises spécialisées dans la fabrication d'appareils de précision à usage militaire).

d) En outre, le document évoque les industries chimiques et la production d'appareils de précision (*priborostroenie*), mais pas comme sous-secteurs autonomes du groupe des industries d'armement.

Les investissements destinés à ces productions sont directement alloués à l'industrie de l'armement (cas des produits chimiques) ou à tous les sous-secteurs du groupe (appareils de précision).

4) La seconde édition des « indications méthodologiques » ne fournit aucun détail complémentaire. Au contraire, elle passe sous silence certains renseignements de la première édition, sans qu'on puisse dire pour autant que cela corresponde à des changements réels dans la composition du groupe des industries d'armement.

5) On observe évidemment beaucoup de points communs entre les informations fournies par les sources occidentales d'une part, les sources soviétiques d'autre part. Ces dernières suggèrent cependant que le groupe des industries d'armement est plus concentré qu'on ne le pense aux Etats-Unis. Peut-être est-ce là le résultat d'omissions volontaires du côté soviétique. On peut cependant penser aussi que la reconstitution américaine du groupe des industries d'armement soviétiques s'inspire plus du bon sens que des règles adoptées en URSS pour loger dans un nombre restreint de départements sectoriels l'ensemble des productions de l'armement. En revanche, il peut être tenu pour certain que des entreprises de nombreux secteurs de l'économie soviétique fournissant des produits très divers entrant dans les dépenses militaires générales de l'URSS participent, tout comme les industries d'armement, aux productions d'usage civil.

## Références

- [1] O proekte CK KPSS k XXVI s'ezdu kommunisticheskoj partii sovetskogo sojuza « Osnovnye napravlenija ekonomičeskogo i social'nogo razvitija SSSR na 1981-1985 godu i na period do 1990 goda », *Pravda*, 2-12-1980.
- [2] Rech' tovarishča L.I. Brejneva na Plenumu Central'nogo Komiteta KPSS 21 oktjabrja 1980 goda.
- [3] *Pravda* du 24 février au 5 mars 1981.
- [4] Cf. Wiles (P.) (ed.), « The Prediction of Communist Economic Performance », *Cambridge University Press*, 1971.
- [5] Cohn (S.), « Soviet Replacement Investment : A Rising Policy Imperative » in « Soviet Economy in a Time of Change ». A compendium of Papers submitted to the joint Economic Committee, Congress of the United States, Oct. 1979, Vol. 1, pp. 230-245.
- [6] Un inventaire aussi complet que possible des sources étayant cette affirmation se trouve dans « La politique soviétique d'importation d'équipements occidentaux ». Thèse de doctorat d'Etat, 1981, Chapitre II, Sokoloff (G.).
- [7] Sokoloff (G.), « Exercices d'embargologie, du bon usage de l'arme économique », *Politique Internationale*, 1980, n° 7, pp. 27-36.
- [8] Niwa (H.), « On future trends in Economic Growth and Military Expenditure in the Soviet Union ». The Japanese Center for the study of Security Issues, Janv. 1979.
- [9] CIA, « Soviet Economic Problems and Prospects », ER-77 - 10436U, Juil. 1977.
- [10] Cf. Spielman (K.), « Defense Industrialists in the USSR », *Problems of Communism*, sept.-oct. 1976, pp. 52-69.
- [11] Carrère d'Encausse (H.), *Le pouvoir confisqué, gouvernants et gouvernés en URSS*, Paris, Flammarion, 1980, pp. 152-167.
- [12] « L'armée soviétique, organisation, fonctions, pouvoir », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 372, 28-9-1979 ; le passage reproduit figure aux pages 35-36 de ce numéro.
- [13] Gosplan SSSR, « Metodicheskie ukazanija k sostavleniju gosudarstvennogo plana razvitija narodnogo khozjajstva SSSR » (M. 1969) ; « ... k razrabotke gosudarstvennyh planov razvitija narodnogo khozjajstva SSSR » (M. 1974).